

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 DIJON

DIJON, le 26/02/24

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SARPI MINERAL FRANCE**

ECOPOLE DES GRANDS MOULINS  
21270 DRAMBON

Références : 0005402210/2024-108

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2023 dans l'établissement SARPI MINERAL FRANCE implanté ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 DRAMBON. L'inspection a été annoncée le 16/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARPI MINERAL FRANCE
- ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 DRAMBON
- Code AIOT : 0005402210
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société SARPI Mineral France exploite sur le site de DRAMBON-PONTAILLER plusieurs

installations classées dont en particulier une ISDD, une unité de stabilisation de déchets dangereux (unité PSS), une plate-forme "terres et mâchefers" et une unité de traitement des lixiviats (Biovalix).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action Nationale SGS ;

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ✓ les observations éventuelles ;
  - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives»: les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
2	Recensement des événements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
3	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	Sans objet
5	Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Audits et revues de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite du changement d'exploitant au printemps 2022, l'ensemble des différentes procédures SUEZ et Véolia sont en cours de fusion et d'harmonisation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Existence SGS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  <b>1) Les procédures SGS s'appliquent-elles à l'ensemble du site ?</b>  Un Système de Gestion de la Sécurité (SGS) est mis en place sur le site de Drambon-Pontailier . Son organisation et son fonctionnement sont décrits dans le « manuel SGS » créé en septembre 2023 à partir de l'ancien manuel de Suez RR IWS Minerals France.  <b>2) L'exploitant dispose-t-il d'un tableau de suivi des évènements ?</b>  Les situations anormales rencontrées au cours de l'exploitation du site font l'objet d'un suivi administratif assurant leur traçabilité via un outil d'enregistrement « SYNERGIE » . Ce suivi administratif permet d'alimenter la démarche ultérieure de gestion du retour d'expérience.  En juin 2022, la société Suez RR IWS Minerals France, a transféré certaines de ses activités de traitement et de stockage de déchets dangereux à la société SARPI Mineral France, filiale de Véolia Environnement. Ce transfert a pour conséquence l'actualisation (via l'harmonisation et la fusion) des Systèmes de Gestion de la Sécurité des différents sites du groupe. A ce jour, ce travail de fond est toujours en cours conduisant l'exploitant du site à mettre en pratique des procédures issues de l'ancien exploitant Suez pour le site de Drambon, tout en appliquant des procédures plus générales pilotées par les services centraux de Véolia.  <b><u>Non conformité N°1 :</u></b>  L'exploitant mettra à jour son SGS en actualisant les différentes procédures associées en l'appliquant à l'ensemble du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites délai : 6 mois
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Recensement des évènements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
---

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Surveillance des performances

**Prescription contrôlée :**

Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.

**Constats :**

**Questions posées:**

- 1) Quelle organisation/procédure est mise en place pour détecter et faire remonter les incidents/accidents ? A qui cela est-il remonté ?**

**Constat :** Le manuel SGS du site prévoit la remontée « des situations anormales technologiques » sans en préciser ni le délai ni la forme. Un tableau des critères de criticité basés sur la gravité d'un accident et son occurrence permet de définir 4 niveaux de criticité impliquant des degrés d'enregistrement et d'analyse proportionnés.

L'exploitant précise que chaque dysfonctionnement constaté par un opérateur de terrain fait l'objet d'une remontée à son N+1 via le formulaire GEN.FOR.047 « compte-rendu accident/incident industriel-environnemental » (version2 du 27/06/2022 présentée à l'inspection) ou le formulaire GEN.FOR.010 « rapport événement grave » (version2 du 20/06/2022 présentée à l'inspection).

Ces rapports alimentent ensuite l'application de suivi « SYNERGIE ». Après la validation du responsable de site, ces rapports sont remontés au niveau des services centraux du groupe.

Tous les managers ont accès en lecture à l'application « SYNERGIE ».

Cette organisation est décrite dans la procédure GEN.PRC.002 (version 2 du 11/07/2022) "Gestion des non-conformités et réclamations clients".

- 2) Comment sont discriminés (hiérarchisés) les événements ? Cela permet t'il d'identifier les accidents majeurs ? Est-ce que les critères de l'échelle européenne sont utilisés ? Prise en compte de la sollicitation ou des dysfonctionnements de MMR/MMRi ?**

**Constat :** L'exploitant n'utilise pas, dans son système de gestion de la sécurité, les critères de l'échelle européenne des accidents pour caractériser les événements qui ont lieu sur son site.

L'échelle de gravité des incidents humains, environnementaux et industriels est définie selon la procédure D3S-R08-P01 du groupe (version 1 , en anglais, du 25/05/2017 du groupe). Ce tableau d'échelle de gravité est repris, en français, dans plusieurs procédures (ex: GEN.PRC.007 "gestion des événements accidentels humains et des situations dangereuses"). Les événements sont discriminés en six niveaux gradués du "presque accident" à l'évènement "catastrophique".

Les événements liés à des barrières de sécurité sont remontés dans l'application de suivi "SYNERGIE", par exemple, l'inspection a pu constater que des défauts sur une caméra thermique du stockage ISDND avaient été remontés.

Le dernier accident recensé sur l'ISDD remonte au 14 octobre 2015 et concernait un big bag amiante éventré.

**Non conformité N°2 :**

L'exploitant doit mettre en cohérence ses critères de hiérarchisation des événements sur

l'ensemble de ses documents SGS et définir les actions à mener en fonction de leur gravité.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).</p> <p>A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>1) Quelle organisation est mise en place pour analyser les anomalies et défaillances (<i>MMR ou barrières significatives</i>)?</b></p> <p><b>Constat :</b> l'exploitant n'a pas identifié dans son étude de danger de Mesures de Maîtrise des Risques (MMR). Néanmoins, l'exploitant s'engage dans sa Politique de Prévention des Accidents Majeurs (PPAM) à s'assurer du respect de la réglementation en vigueur, en particulier celle liée à la prévention des accidents majeurs via la maîtrise des barrières de sécurité significatives. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la liste exhaustive de ces barrières de sécurité significatives.</p> <p>La procédure GEN.MOP.28 « mode opératoire » (mise à jour en sept 2023) décrit la gestion de l'analyse et de l'exploitation du retour d'expérience mise en œuvre par SARPI concernant les risques industriels technologiques. Il porte, entre autre, sur les remontées de dysfonctionnements constatés sur les barrières de sécurité significatives.</p> <p><b>2) Quelle méthode est utilisée pour identifier les causes ?</b></p> <p><b>Constat :</b> La procédure de "gestion des non-conformités et réclamations clients" décrit les étapes d'analyses des causes selon leur occurrence et/ou leur impact. Ces événements font l'objet d'une analyse des causes simplifiée, pouvant se traduire par un brainstorming, jusqu'à une analyse des causes détaillées (par le renseignement du formulaire GEN.FOR.014 et l'analyse selon le mode opératoire GEN.MOP.001).</p>

**3) Comment sont définies les mesures à mettre en place et comment le suivi de la mise en place de ces mesures est-il réalisé?**

**Constat** : Tout accident/incident est remonté, déclaré, analysé et communiqué conformément à la procédure GEN.PRC.007. Les analyses et les actions correctives associées aux événements accidentels et situations dangereuses alimentent, en fonction des circonstances et de leur typologie, la feuille de route annuelle et les plans d'action des différentes parties concernées. Les remontées sont tracées dans l'outil SYNERGIE.

**4) Quel moyen est mis en place pour s'assurer que les mesures mises en place sont efficaces et connues des opérateurs ?**

**Constat** : Des actions mensuelles sont organisées à plusieurs niveaux pour le suivi et la communication sur les actions menées et/ou à mener:

- Réunion responsable HSS et coordinateurs (suivi et état d'avancement) ;
- Récoltes et saisies de données par les coordinateurs HSS ;
- Communication par mail et affichage "flash accident".

Les consignes sont remontées lors des QHP quotidiens (Quart d'Heure de Prévention), lors de causeries organisées avec les personnels concernés, ainsi que la diffusion de « flash sécurité ».

**Non-conformité N°3 :**

L'exploitant listera l'ensemble des barrières de sécurité significatives de son site sous un délai de **6 mois**.

**Type de suites proposées** : Susceptible de suites

**Proposition de suites** : Sans objet

**N° 4 : Audits et revues de direction**

**Référence réglementaire** : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7

**Thème(s)** : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits

**Prescription contrôlée :**

Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.

**Constats :**

**1) Dernier rapport d'audits de ces procédures.**

**Constat** : Les procédures de "gestion de revues" et de "gestion des audits internes et Visites Managériales de Sécurité" sont décrites dans les documents (GEN.PRC.003 et 004). Chaque site SEVESO seuil haut est audité tous les 3 ans. Le dernier audit date du 12 avril 2022, il se résume à un tableur reprenant les thématiques auditées, dont le volet "documentation". Les dysfonctionnements sont remontés dans l'application "SYNERGIE".

**2) Quelle est l'organisation mise en place et quelles sont les procédures pour permettre l'évaluation périodique et systématique de la PPAM et l'atteinte des objectifs ?**

**Constat** : Deux procédures définissent la préparation, le déroulement et l'organisation des audits internes et différentes revues de Direction, Management Locale et de processus: GEN.PRC.003 "Gestion des audits internes" (version 3 du 12/07/2022) et GEN.PRC.004 "Gestion des revues" (version 2 du 12/07/2022).

**3) Une organisation spécifique a-t-elle été mise en place concernant le contrôle des objectifs et procédures?**

**Constat** : L'inspection constate que l'ensemble des procédures sont en cours de réactualisation et harmonisation suite au changement d'exploitant. Nombre de procédures sont en révision, en cours de création ou à créer. Par exemple, la procédure GEN.PRC.012 "management des risques environnementaux et industriels" s'appuie sur 20 documents dont 3 sont en cours de création et 9 à créer.

**4) Quelles « corrections » sont apportées en cas de non-respect des objectifs et de la politique définie?**

**Constat** : Les revues de Direction alimentent les Revues de Management Locale qui alimentent les Revues de Processus. Les revues de Direction et de Management Locale contiennent, à minima, les opportunités d'amélioration du SMI, les besoins de changements à y apporter et les besoins en ressources. Les revues de processus quant à elles évaluent l'efficacité et l'efficience des processus, analysent les besoins de changements à apporter au processus et les opportunités d'amélioration.

**5) La communication interne de ses indicateurs est-elle assurée, vers qui, comment?**

**Constat** : Un enregistrement de la revue réalisée est conservée par le service SMI qui en assure la diffusion.

**6) Est-ce que des audits ont été réalisés sur la gestion (des accidents, incidents, défaillances ou anomalies MMR)?**

**Constat** : L'inspection a relevé que dans le tableau de suivi du dernier audit, parmi les éléments "Gestion des risques", l'action « tableau mise à jour des POI état des stocks » est en cours avec le SDIS 21 (action 2022-1928-00001). On retrouve cette action dans l'outil Synergie.

**Type de suites proposées** : Sans suite

**Proposition de suites** : Sans objet

**N° 5 : Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection**

**Référence réglementaire** : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69

**Thème(s)** : Actions nationales 2023, Information de l'ICC des accidents/incidents

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.



Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme

**Constats :**

- 1) **Quelle organisation est mise en place pour informer l'IIC d'un événement (incident/accident/...) ? Quels sont les critères définis pour cette information ?**

**Constat :** La procédure GEN.PRC.008 "Gestion des événements accidentels graves" prévoit que les événements industriels et environnementaux soient remontés dans les meilleurs délais auprès de l'administration (Préfecture et DREAL) par le responsable de site.

- 2) **Quels sont les critères définis par l'exploitant pour déclencher l'envoi d'un rapport d'accident ?**

**Constat :** Le déclenchement de l'envoi d'un rapport d'accident est bien défini pour un accident grave, néanmoins, les presque accidents (incidents ayant pu entraîner un accident grave ou un accident majeur) doivent faire l'objet d'une information de l'inspection des installations classées.

- 3) **Quelle organisation est mise en place pour analyser les événements ? Procédure ?**

**Constat :** La procédure GEN.MOP.001 "analyse des causes détaillée" (version 2 du 18/07/2022) décrit le processus de gestion d'une non-conformité de l'identification de l'événement à la mise en place d'actions correctives.

La procédure GEN.PRC.007 "Gestion des événements accidentels humains et des situations dangereuses" (version 4 du 12/07/2022) reprend l'analyse d'événements ayant impliqué plus particulièrement du personnel.

- 4) **Quelle méthode est utilisée pour identifier les causes ?**

**Constat :** Le formulaire d'analyse des causes GEN.FOR.014 structure la recherche des causes par la méthode 6M, dite Ishikawa, en regardant l'interaction des causes en fonction de 6 grandes thématiques (équipement, ressources humaines, pratiques de travail, environnement de travail, consommable et organisationnel) puis de l'analyse de cause(s) par la méthode "5 pourquoi?" consistant à se poser plusieurs fois la question 'pourquoi?' en partant du ou des problèmes identifiés.

**Non conformité n°4 :**

L'exploitant doit définir et clarifier les seuils de déclenchement et d'information de l'inspection des installations classées dans les procédures.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet